



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**FRANCE
NATION
VERTE >**

Agir • Mobiliser • Accélérer

TERRITORIALISATION DE LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

Christophe Béchu et Agnès Firmin-Le Bodo
lancent la COP régionale Normandie

Éditorial



Christophe Béchu

Ministre de la Transition
écologique et de la
Cohésion des territoires

Je suis heureux de participer, aux côtés d'Agnès Firmin-Le Bodo, au lancement de la COP de la région Normandie.

Après les régions Grand Est, Guadeloupe, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Centre-Val de Loire, Martinique, Hauts-de-France, La Réunion et Bourgogne-Franche-Comté, c'est en effet au tour de la région Normandie de lancer une discussion stratégique pour décliner localement la planification écologique.

Pour atteindre nos objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de préservation de la biodiversité à l'horizon 2030, le Président de la République a lancé, le 25 septembre 2023, un appel aux collectivités territoriales les invitant à jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la planification écologique au sein de leur territoire.

Les collectivités territoriales sont en première ligne de la transition écologique. Elles ont un rôle essentiel à jouer dans la planification écologique qui, aujourd'hui, doit s'appliquer et s'ancrer dans les réalités du terrain. L'acceptabilité des mesures est en effet une condition déterminante de sa réussite. Les crises du climat et de la biodiversité sont étroitement liées. La décarbonation et la préservation de la biodiversité constituent ensemble le socle de la planification écologique et des COP territoriales dont je suis chargé.

Le dispositif de la territorialisation vise à engager une discussion stratégique à l'échelle de la Région et aboutir, au terme d'un travail collectif de plusieurs mois, à une déclinaison régionale de la planification écologique partagée par l'ensemble des collectivités territoriales participantes, depuis l'échelon régional jusqu'à l'échelon local de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ou de la commune. À cet effet, l'organisation de conférences des parties (COP) à l'échelle de chaque région, confiée au tandem préfet de région - président du conseil régional, associera étroitement tous les niveaux de collectivités et les acteurs du territoire de chaque secteur, pour fixer collectivement les objectifs à atteindre, les leviers d'actions à activer et s'inscrire dans tous les volets de la planification écologique.



Agnès Firmin-Le Bodo

Ministre déléguée chargée
de l'Organisation territoriale
et des Professions de santé

La COP régionale Normandie est l'occasion de faire un point sur la planification écologique pour le système de santé. Notre système de santé français n'est pas - et ne sera pas - épargné par les conséquences irréversibles du changement climatique. Ceux qui nous soignent ne doivent pas et ne veulent pas être responsables de la dégradation de notre environnement et donc de notre santé. Il en va de la qualité des soins prodigués, de la santé de tous et de la durabilité d'un système envié dans le monde entier. Nous devons continuer à inscrire le secteur de la santé dans une planification écologique forte, concrète et complète.

Notre ambition est à la hauteur du défi : réduire de 5% par an nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Notre action comme toujours sera agile, pragmatique et au plus près des réalités du terrain, à l'image de notre feuille de route qui a été construite selon ces principes ! Je salue l'agence régionale de santé Normandie et tous les professionnels du territoire qui s'investissent concrètement dans la déclinaison des 8 axes de notre feuille de route (bâtiments, transports, médicaments, soins, achats...).

Enfin, et parce que la santé et l'environnement sont profondément liés, nous devons continuer à renforcer nos connaissances pour mieux connaître les impacts de l'environnement et de ses modifications sur notre santé. Pour en citer seulement deux, les enjeux autour de la qualité de l'air et de l'eau sont au cœur de nos préoccupations. Pour y répondre, nous appliquons désormais l'approche « une seule santé » en lien avec tous les ministères concernés. Ici en Normandie, je salue la mise en place récente du plan régional santé environnement 4 qui concrétise cette ambition.

La Normandie : un territoire engagé pour la transition écologique



Avec ses littoraux, ses campagnes et son tissu urbain, ses économies industrielles, agricoles, maritimes, touristiques et résidentielles, ses paysages remarquables, ses capitaux naturels et culturels, la Normandie est au centre des défis à relever pour la mise en œuvre des transitions dans les transports, les modes d'occupation des sols, l'habitat, la consommation ou la production d'énergie, tout en préservant les ressources et en privilégiant la reconquête de la biodiversité.

La décarbonation de l'économie dans l'objectif d'atténuer le changement climatique et de renforcer la souveraineté nationale concerne la Normandie au premier chef, compte tenu de son investissement historique dans l'économie du carbone et du secteur automobile en particulier, mais aussi de son étalement urbain ou de ses bâtiments énergivores par exemple. Dans une région littorale où les conséquences de la montée du niveau marin sont déjà bien visibles, la transition écologique comporte aussi un volet primordial d'adaptation. Chaque ralentissement du réchauffement est utile pour limiter les impacts. Ainsi, les territoires s'engagent dès maintenant dans des dynamiques d'évolution et de réponse aux changements.

Dans ce contexte, l'État et la Région Normandie ont posé un socle commun de politiques régionales, autour du SRADDET et de la stratégie régionale de la biodiversité. Ils œuvrent de concert depuis plusieurs années pour éclairer, construire collectivement et accompagner l'ensemble des acteurs du territoire normand dans leurs trajectoires de transition :

- en matière de connaissances et d'accompagnement des territoires, et sans exhaustivité, le GIEC normand, GéoNormandie, les GIP ROL et Seine-Aval, l'ANBDD, le Conservatoire botanique normand, l'observatoire régional des transitions participent à de meilleures anticipations de notre environnement futur et de suivi de nos trajectoires ; un tableau de bord permet de situer la région et ses évolutions au regard des trajectoires de transition énergétique ;

- en matière de production d'énergies décarbonées et de décarbonation de l'industrie, l'essor des ENR terrestres ou en mer et des nouveaux EPR, le développement de projets dédiés au recyclage, aux biocarburants, à l'hydrogène vert, à la captation du carbone, dans une bonne approche environnementale, sont essentiels à l'atteinte des objectifs ;

- en matière de synergies et de complémentarités, les collectifs de travail initiés par l'État et la Région donnent naissance à des communautés d'intérêts et à des stratégies coconstruites, sur des sujets aussi divers que l'artificialisation des sols, l'économie circulaire avec la plateforme NECI ou la biodiversité avec la stratégie régionale pour la biodiversité, Normandie 2030, et son plan d'actions régional pour les aires protégées ;

- en matière d'innovations, d'anticipation et d'expérimentations, le déploiement des stratégies d'adaptation, Notre littoral pour demain, ou l'accompagnement de projets comme celui de la Basse vallée de la Sâane, exemples d'ambitions et d'expériences qui profiteront au territoire normand.

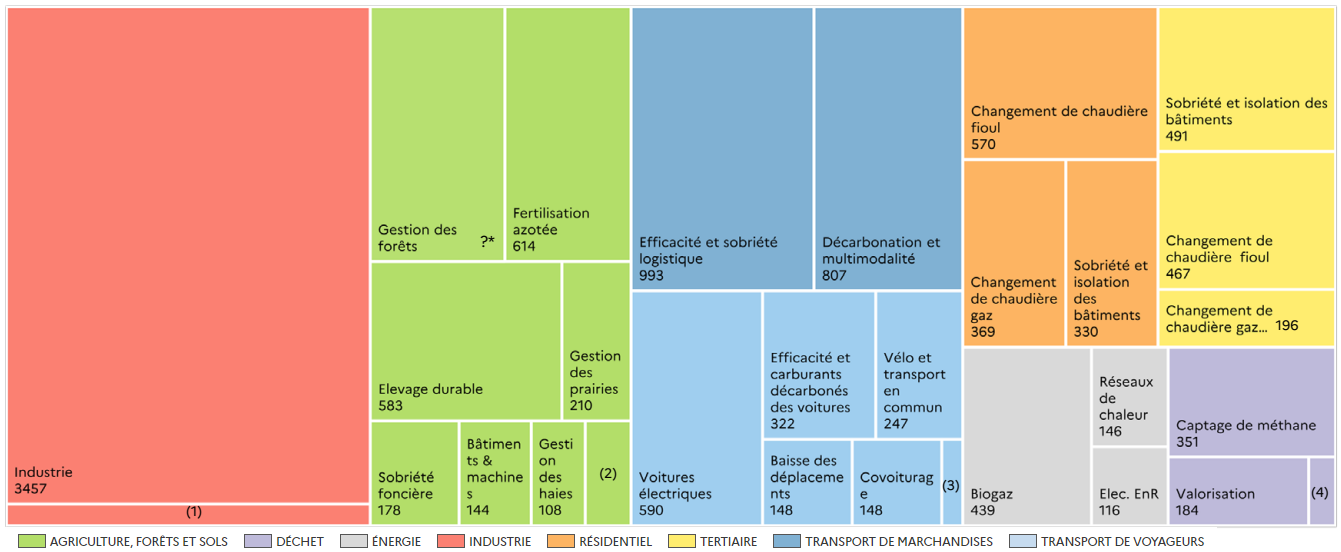
C'est donc sur cette base et sur celle constituée de tous les travaux conduits en lien avec la transition écologique que la COP normande articulera les leviers et déclinera l'ensemble des actions présentes et à venir, individuelles et collectives afin d'assurer la bonne atteinte des objectifs sous le sceau des coopérations, des synergies, des complémentarités, des solidarités et de l'équité.

Pour ce faire, la COP s'appuiera sur des groupes de travail thématiques qui auront pour objectif de débattre, d'établir un diagnostic et de construire un plan d'action régional, constitutif de la feuille de route normande à l'horizon 2030. Les projets, portés par les collectivités normandes et leurs communautés locales (entreprises, associations, syndicats...) s'inscriront dans cette dynamique. L'État et la Région accompagneront cette mobilisation renforcée pour une Normandie résiliente et solidaire, consciente de sa nécessaire adaptation permanente aux effets du changement climatique.



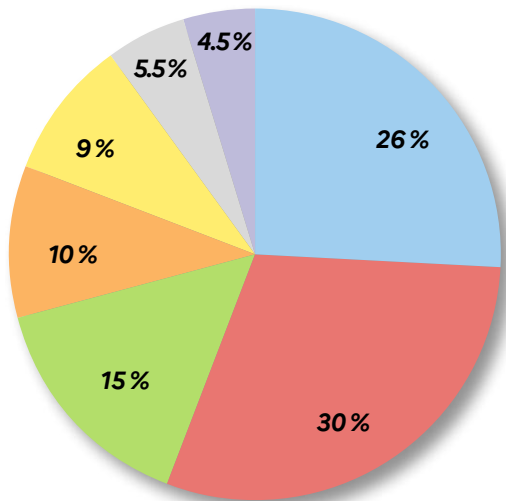
La région Normandie : panorama des leviers de décarbonation

Répartition des leviers de réduction de gaz à effet de serre, en ktCO₂e économisés entre 2019 et 2030

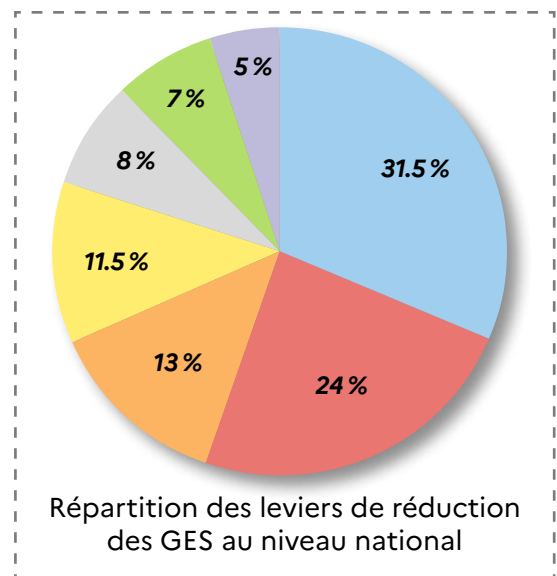


(1) Produits bois : 151 ktCO₂e. (2) Pratiques stockantes : 92 ktCO₂e. (3) Bus et cars décarbonés : 34 ktCO₂e. (4) Prévention des déchets : 35 ktCO₂e.
* Objectif non régionalisé en absence de données comparables sur l'état des forêts

Environ **6%** de l'effort national pour la région Normandie



Répartition des leviers de réduction des GES en Normandie

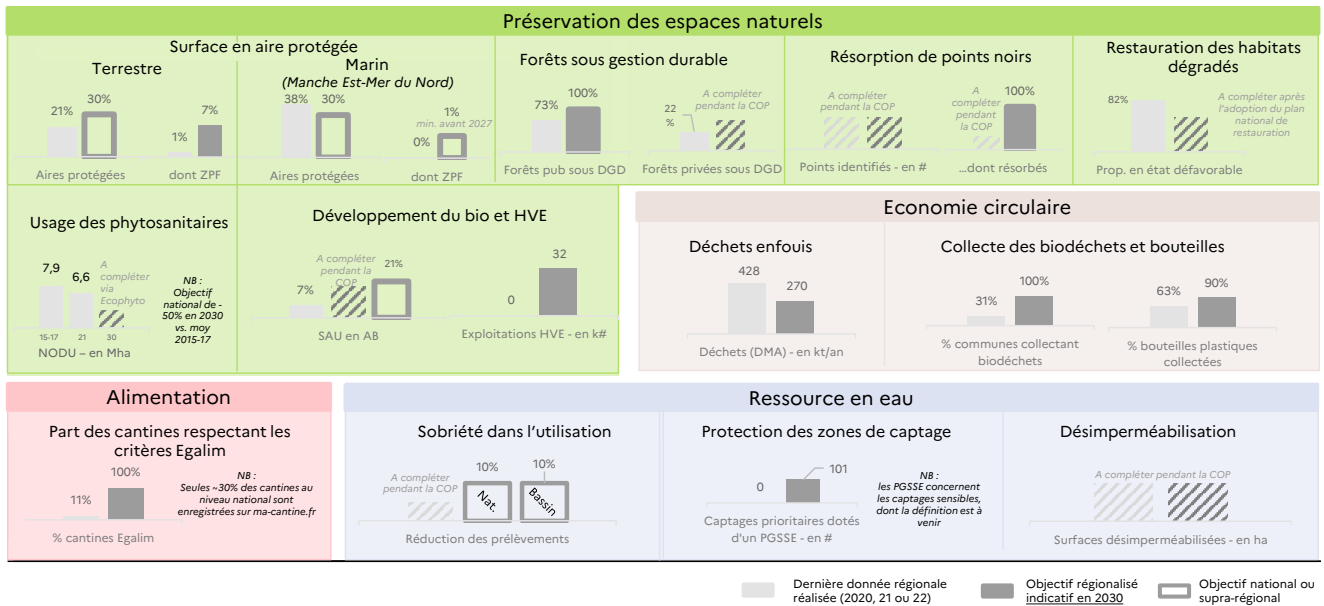


Répartition des leviers de réduction des GES au niveau national



La région Normandie :

panorama des leviers de préservation de la biodiversité et de gestion des ressources



COP régionales

Une démarche inédite à l'échelle des régions

La planification écologique donne à la France un cap en matière de réduction des gaz à effet de serre. Ce plan national fait de la France l'un des premiers pays à se doter d'une stratégie globale et concrète et permet à chaque secteur et chaque acteur d'avoir une vision du chemin à parcourir pour atteindre nos objectifs nationaux de décarbonation de -55% en 2030 et de préservation et conservation de la biodiversité et plus généralement des ressources.



La territorialisation de la planification : une nouvelle étape clé qui s'adapte à chaque territoire

Elle répond à plusieurs enjeux :

- l'intégration cohérente de tous les volets de la planification écologique (réduction des GES, adaptation, préservation et restauration de la biodiversité, agriculture...);
- l'identification des spécificités de chaque territoire régional au regard des défis de décarbonation, protection et restauration de la biodiversité, afin que l'exercice territorial et l'exercice national se nourrissent mutuellement ;
- le partage des actions et projets des collectivités territoriales sur l'ensemble du territoire régional ;
- la mobilisation de l'État, des collectivités territoriales, des acteurs économiques et associatifs et des citoyens.

Pour atteindre ces objectifs, une accélération des efforts collectifs est nécessaire.

Atteinte des objectifs 2030 : un plan d'actions partagé par les collectivités territoriales. Chacune des COP vise à définir régionalement les leviers d'actions alignés avec les objectifs nationaux de réduction des gaz à effet de serre (GES) et de préservation de la biodiversité. Il s'agit d'intégrer de manière cohérente tous les volets de la planification écologique, notamment ceux qui ont d'ores et déjà été engagés

(plan eau, rénovation des écoles, transition agricole, identification des zones d'accélération de production d'énergies renouvelables (ENR), etc.



Une approche transversale de la transition écologique

Le secrétariat général à la planification écologique (SGPE) a identifié 43 leviers régionaux de décarbonation transverses aux défis environnementaux (climat, biodiversité, adaptation, ressources, santé) et dresse secteur par secteur (industrie, agriculture, bâtiments, énergie, mobilités...) les actions et objectifs. Ces leviers se déclinent territorialement dans deux panoramas : l'un sur les enjeux d'atténuation du climat (décarbonation), l'autre sur la préservation et restauration de la biodiversité et la gestion des ressources naturelles. Des cartes régionales sont enfin proposées sur le volet de l'adaptation au changement climatique.

Les panoramas régionaux constituent une base de discussion entre les parties prenantes dans le cadre de la COP.

Ces objectifs ont un caractère illustratif et doivent permettre, notamment à tous les élus, de visualiser une trajectoire de réduction des gaz à effet de serre et de préservation de la biodiversité à l'horizon 2030 pour leur région, cohérente avec la trajectoire nationale.





Association et engagement des parties prenantes à toutes les échelles du territoire

La COP mobilise, sous la coanimation du préfet de région et du président du conseil régional, tous les exécutifs de la région : le conseil régional, les conseils départementaux, les EPCI et groupements porteurs des CRTE (pays, PETR, PNR), les maires et les associations départementales les représentant. Il s'agit de mener un travail collectif de plusieurs mois pour aboutir à une déclinaison régionale de la planification écologique, partagée par l'ensemble des collectivités territoriales participantes.

La COP mobilise, en particulier lors de la phase de débats, les parlementaires, les acteurs du monde économique (représentants des entreprises du secteur industriel et agricole, l'ensemble des organismes consulaires...) et les acteurs de la société civile (associations environnementales, association de consommateur, jeunes...) dont l'implication dans cet exercice est essentielle.



Une approche participative

La méthode proposée est plus participative que prescriptive. Concrètement, les travaux s'appuient sur une proposition de déclinaison régionale des leviers identifiés dans la planification nationale, qui

ne se limitent pas aux enjeux de décarbonation et abordent aussi la biodiversité et la gestion des ressources naturelles. L'étape suivante permet d'établir un diagnostic en faisant le recueil, pour chaque levier, des actions des collectivités, réalisées et en cours. Cela permet à la COP de s'aligner sur une proposition d'objectifs concrets à soumettre au débat en phase suivante.

En support du déroulement des différentes étapes de la COP, un simulateur en ligne est mis à disposition. Il a pour but d'aider à comprendre et à prendre en main la trajectoire de baisse des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de son territoire. L'objectif est de pouvoir visualiser pour chacun des leviers la conversion entre les grandeurs physiques (nombre de voitures électriques, hectares de surface agricole utile...) et l'objectif en MtCO₂ (ou les objectifs sur les sujets de ressources) à la maille de chaque région.

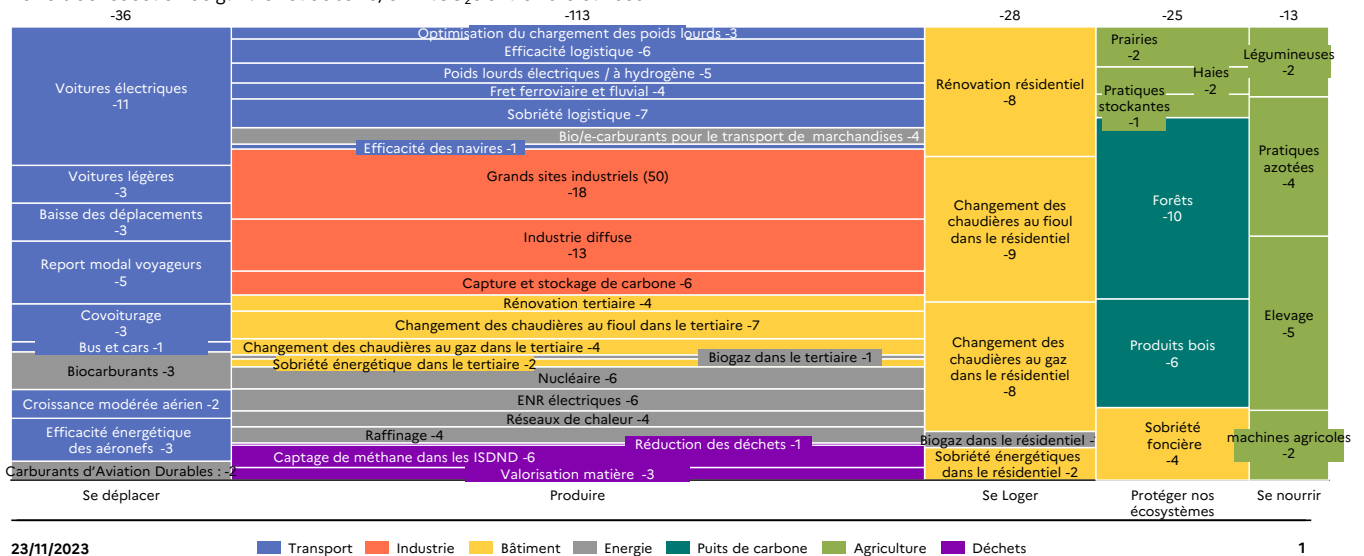


Une mobilisation de tous les services de l'État : national, déconcentré, opérateurs

La réussite de la COP repose également sur la mobilisation et l'expertise de l'ensemble des services de l'État et de ses agences.

Un plan d'actions collectif de 52 leviers pour atteindre nos objectifs 2030 de baisse des émissions de GES

Leviers de réduction de gaz à effet de serre, en MtCO₂e entre 2019 et 2030



COP régionales

Une démarche en 4 temps

1

ÉTABLIR UN DIAGNOSTIC PARTAGÉ DU TERRITOIRE

Il s'agit de mesurer le chemin déjà parcouru par les actions et programmes portés par les collectivités et acteurs locaux et celui qu'il reste à parcourir afin d'atteindre les objectifs de chaque région, de faire connaître et de partager les objectifs à atteindre.

2

CONDUIRE UN DÉBAT

La forme est laissée à l'appréciation des préfets et des présidents de région, en lien avec les attentes des exécutifs au sein du territoire régional. Ce débat doit permettre aux acteurs de s'approprier le diagnostic, identifier les efforts collectifs à fournir pour atteindre les objectifs régionaux et définir sans attendre les actions et projets à lancer ou poursuivre pour 2024.

3

PARTAGER À L'ÉCHELLE DES TERRITOIRES INFRARÉGIONAUX

(départements et périmètres des CRTE) une déclinaison indicative des actions à mener.

4

ÉTABLIR UNE FEUILLE DE ROUTE

Elle matérialisera le choix des engagements pris par les territoires par secteur.

La COP doit être finalisée au plus tard à l'été 2024, avec l'établissement de la trajectoire régionale visant l'atteinte des objectifs en 2030. La feuille de route régionale à 2030 issue de ces travaux matérialisera le choix des engagements pris par les territoires pour chaque secteur. Elle présentera une série de leviers concrets et des engagements d'actions, décrivant une trajectoire crédible qui permette d'atteindre les objectifs régionaux à l'horizon 2030.



COP régionales

Un appui au déploiement



- En soutien à la démarche des COP, un ensemble de ressources ainsi qu'une offre d'accompagnement sont proposés par l'État.
- Présentation d'outils existants ou nouveaux pour que les collectivités se saisissent des sujets : Fonds vert, boussole de la transition, mon espace collectivités, aides territoires, inventaires ATMO...
- Offre d'ingénierie en appui aux projets (action des opérateurs et établissements publics régionaux notamment).
- Accompagnement par les services de l'État en département (préfet et binômes sous-préfets, DDT).
- Intérêt de revues de projets à l'échelle des CRTE et actualisation éventuelle des contrats existants.



23241 - Dicom/COP-Régionales - Normandie. /Photos : Terra - AdobeStock



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*